economiesuisse

La Suisse médaille d'or de la taxation du CO2

Les sportifs suisses sont en train de faire une belle moisson de médailles en Corée du Sud. Mais dans d'autres domaines, les places d'honneur ne suscitent pas forcément le même enthousiasme. Ainsi, l'OCDE vient de décerner à la Suisse la médaille d'or de la taxation du CO2 (toutes taxes confondues). Notre avance est conséquente sur les deux pays suivants (GB et L), puisqu'ils sont environ un quart meilleur marché.

C'est une nouvelle importante, au moment ou le Parlement entame la révision de la politique climatique. Le projet prévoit notamment de quasiment doubler le montant de la taxe CO2 actuelle. Une telle hausse serait clairement contre-productive. Elle accentuerait encore l'asymétrie entre notre pays et ses concurrents, qui ne sont pas près d'augmenter leurs taxes au niveau des nôtres. Ses conséquences seraient multiples et peu favorables au climat.

Cela pourrait notamment inciter des industries très consommatrices d'énergie à investir ailleurs qu'en Suisse, avec un bénéfice nul du point de vue climatique. Plus généralement, une taxe produit des effets seulement si les consommateurs ont une liberté d'action. Ce n'est par exemple pas le cas des locataires, qui n'ont pratiquement aucun moyen d'influencer le type de chauffage installé dans leur immeuble. Ils subiraient la hausse de plein fouet. Et chez les entreprises, les PME ont rarement les ressources humaines et matérielles pour planifier et réaliser des mesures destinées à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre et accroître leur efficacité énergétique. Pour elles, des mesures incitatives sont beaucoup plus utiles, comme la conclusion de conventions d'objectifs avec l'appui de professionnels, sur le modèle de ce que fait l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC).

La Suisse doit maintenir sa taxe sur le CO2 au niveau actuel. L'invocation des "effets externes" pour justifier une hausse ne repose pas sur une base scientifique solide. D'autres moyens permettent d'atteindre l'ambitieux objectif qu'elle s'est fixée. Il s'agit en particulier de combiner des réductions d'émission en Suisse et à l'étranger, pour inciter à agir là où les potentiels sont les plus élevés. Toutes les entreprises qui le souhaitent devraient également pouvoir prendre un engagement de réduction de leurs émissions. La Suisse apporterait ainsi une contribution substantielle et économiquement viable à la course contre le changement climatique.